

ASSEMBLEE DE CORSE

DELIBERATION N° 07/253 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE HABILITANT LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE A ESTER EN JUSTICE ET A SE POURVOIR EN CASSATION DANS LE CADRE DES EXPROPRIATIONS DE L'OPERATION BASTIA/FURIANI

SEANCE DU 6 DECEMBRE 2007

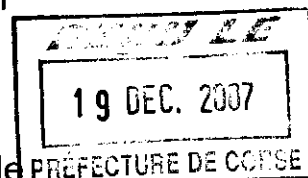
L'An deux mille sept, et le six décembre, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Camille de ROCCA SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

ALBERTINI-COLONNA Nicolette, ALESSANDRINI Alexandre, ANGELINI Jean-Christophe, BIANCARELLI Gaby, BIANCUCCI Jean, BIZZARI-GHERARDI Pascale, BUCCHINI Dominique, BURESI Babette, CASTELLANI Pascaline, CHAUBON Pierre, COLONNA-VELLUTINI Dorothée, DELHOM Marielle, DOMINICI François, FILIPPI Geneviève, GALLETTI José, GORI Christiane, GUAZZELLI Jean-Claude, GUERRINI Christine, GUIDICELLI Maria, LUCIANI-PADOVANI Hélène, LUCIANI Jean-Louis, MATTEI-FAZI Joselyne, MONDOLONI Jean-Martin, MOSCONI Marie-Jeanne, MOZZICONACCI Madeleine, NATALI Anne-Marie, NIVAGGIONI Nadine, OTTAVI Antoine, PIERI Vanina, PROSPERI Rose-Marie, RICCI Annie, RICCI-VERSINI Etiennette, RISTERUCCI Josette, de ROCCA SERRA Camille, SCIARETTI Véronique, SCOTTO Monika, SIMEONI Edmond, SISCO Henri, STEFANI Michel, TALAMONI Jean-Guy, VERSINI Sauveur

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

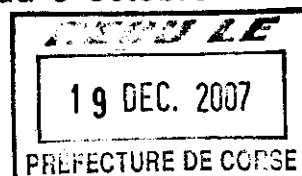
M. ALBERTINI Jean-Louis à M. de ROCCA SERRA Camille
Mme ALIBERTINI Rose à Mme MOZZICONACCI Madeleine
Mme ALLEGRINI-SIMONETTI Marie-Dominique à Mme DELHOM Marielle
Mme ANGELI Corinne à Mme SCOTTO Monika
M. CECCALDI Pierre-Philippe à Mme LUCIANI-PADOVANI Hélène
Mme COLONNA Christine à M. BIANCUCCI Jean
M. MARCHIONI François-Xavier à M. CHAUBON Pierre
M. MARTINETTI Jean-Charles à M. GALLETTI José



M. PANUNZI Jean-Jacques à Mme MATTEI-FAZI Joselyne
 Mme SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette à M. MONDOLONI Jean-
 Martin.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU** le Code de l'Expropriation pour Utilité Publique et le décret n° 2005/467 du 13 mai 2005 portant modification du dit code,
- VU** la loi n° 82/213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 83/663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83/8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 86/16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification des dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU** la loi n° 86/972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse,
- VU** les jugements du juge des Expropriations du 16 mai 2006,
- VU** le tableau récapitulatif des décisions de la Cour d'Appel de Bastia lues en audience publique le 18 septembre 2007,
- VU** le courrier de Maître MUSSO Catherine en date du 5 octobre 2007 en faveur du pourvoi en cassation,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- APRES AVIS** de la Commission des Finances, de la Planification et des Affaires Européennes,
- APRES AVIS** de la Commission de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,



APRES EN AVOIR DELIBERE**ARTICLE PREMIER :**

HABILITE le Président du Conseil Exécutif de Corse à se pourvoir en cassation contre les 11 arrêts (numéro 06-202-15 au numéro 06-212-25) de la Cour d'Appel de Bastia en date du 18 septembre 2007 récapitulés dans le tableau joint en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 2 :


La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 6 décembre 2007

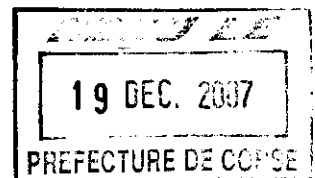
Pour copie certifiée conforme à l'original
pour le Président de l'Assemblée de Corse
et par délégation
Le Secrétaire Général de l'Assemblée

Serge TOMI

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Camille de ROCCA SERRA



ANNEXE

BASTIA - FURIANI DOSSIERS POURVOI EN CASSATION					
		3,05 € puis 7,62 € / m ²	20 € / m ²	20 € / m ²	
N° dossier	NOMS	estimations des domaines	montants jugements du 16 mai 2006	montants arrêts du 18 septembre 2007	N° arrêt
12	Indivis, PAOLI	82 756,00	182 944,00	182 944,00	06-202-15
17	Indivis, CINQUINI	77 863,00	202 740,00	202 740,00	06-210-23
19	Indivis, SALDUCCI	11 405,00	36 041,00	36 041,00	06-205-18
21	GIUDICELLI	61 459,00	159 686,00	159 686,00	06-203-16
22	FILIPPETTI	82 222,00	214 180,00	214 180,00	06-211-24
23	Indivis, BESSON	13 456,00	34 154,00	34 154,00	06-206-19
25	MARQUET	30 672,00	78 880,00	78 880,00	06-209-22
274	ROCCABIANCA	14 201,00	36 024,00	36 024,00	06-204-17
275	PINNA	66 036,00	171 700,00	171 700,00	06-208-21
283	GENNARO	5 852,00	14 970,00	14 970,00	06-207-20
296	Indivis, CASTELLI	24 788,00	47 827,00	47 827,00	06-212-25
	TOTAUX	470 710,00	1 179 146,00	1 179 146,00	

